

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 17/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

### Contexte et constats

Publié sur 

#### **PURFER**

RD 147 - Quartier de la Gare  
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-25-215-EM  
Code AIOT : 0006104072

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement PURFER implanté RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 8 juillet 2025, une inspection renforcée du site exploité par PURFER sur la commune de Saint-Pierre de Chandieu a été menée par des inspecteurs de l'environnement de l'Unité Départementale du Rhône de la DREAL.

Cette inspection avait pour objectifs d'examiner, de façon concomitante, différentes prescriptions de la réglementation des ICPE sur les thématiques suivantes :

- Traçabilité, acceptation et gestion des déchets

- Stockage, traitement et gestion des déchets (VHU et DEEE) [objet du présent rapport]
- Gestion du risque incendie
- Risques chroniques : rejets atmosphériques et bruit

Chaque thématique fait l'objet d'un rapport d'inspection dédié.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER
- RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006104072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PURFER exploite à St-Pierre-de-Chandieu plusieurs activités de broyage et de tri de déchets majoritairement métalliques, située dans la zone d'activité « Les portes du Dauphiné ». Une partie des déchets entrants (environ 200 000 t /an) sont constitués de fractions triées à la source telles que certains D3E (déchets d'équipements électriques ou électroniques), métaux non ferreux ou véhicules hors d'usage. D'autres apports sont constitués de ferrailles et déchets métalliques en mélange, achetés auprès de différents collecteurs de déchets de la région.

Implanté sur une parcelle de 6,2 ha situé le long de la voie ferrée Lyon Grenoble, le broyeur initial de forte capacité a été implanté sur ce site dès 1969, avec une fonderie une fonderie de Zamak (mélange zinc et alu), dont l'arrêt d'activité date de 1999.

De pas son classement relevant de la Directive européenne dite « IED » et du fait du vieillissement des installations, un important chantier de modernisation du site s'est déroulé en 2024, incluant l'installation d'un nouveau broyeur principal, d'une nouvelle ligne de post-broyage, d'un nouveau hangar de stockage des fractions non métalliques et d'un nouveau bassin de rétention des eaux de ruissellement.

Le site a connu plusieurs incendies importants nécessitant l'intervention des forces de secours, en particulier hors heures ouvrées :

- samedi 14 octobre 2017 : feu du tas de ferraille à broyer
- dimanche 12 juin 2022 : feu du tas de ferraille à broyer

- dimanche 12 janvier 2025 : feu dans un stock de résidus de broyage
- dimanche 9 février 2025 : feu dans un stock de déchets pré-triés (gros électroménager)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Dépollution, démontage et découpage.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42-1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Gestion déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques des sols	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/07/2000, article 8.2	Sans objet
6	Gestion des déchets réceptionnés : DEEE	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-v et VI	Sans objet
7	Fluides frigorigènes (2711)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la gestion des VHU, l'inspection a mis en évidence des axes d'amélioration concernant le contrôle, le traitement et l'entreposage des engins, notamment ceux dont la dépollution a été partiellement mise en oeuvre.

Concernant la gestion des DEEE, l'inspection a mis en évidence que les volumes et les conditions d'entreposage des stocks de ce type de déchets devaient être davantage maîtrisés afin de garantir les conditions de sécurité notamment en terme de gestion du risque incendie,

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractéristiques des sols
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique ne pas réaliser d'opérations de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU). Par conséquent, il ne dispose pas de zones spécifiques destinées au dépôt des VHU non dépollués, au démontage et à l'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution. L'Inspection constate que les zones de stockage du site sont imperméables et reliées au réseau d'eau traité par des séparateurs d'hydrocarbure.</p> <p>L'exploitant indique que, à terme, les opérations de dépollution des VHU pourraient à nouveau être mises en place sur le site. L'Inspection mentionne que si cette activité est à nouveau réalisée, <b>elle nécessiterait des aménagements du site et la mise en place de procédures associées</b> (zones de stockage réglementaire, stockage sur rétention, création d'un atelier de dépollution, procédures de dépollution, traçabilité spécifique, etc.).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire. »</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p> <p>Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.</p> <p>L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;</li> <li>- pour les véhicules hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;</li> <li>- pour les véhicules hors d'usage accidentés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les batteries de démarrage et de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ;</li> <li>- après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément</li> </ul> </li> </ul>

des autres batteries.
La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des VHU réceptionnés sur site doivent être réceptionné déjà dépollués. De ce fait, les batteries des VHU ont déjà été retirées. Aucun VHU non dépollués n'est stocké ou empilé sur site. Les VHU réceptionnés sont quasi instantanément identifiés et mis au broyeur.</p> <p>Pour ce qui concerne la procédure mise en place pour l'identification des VHU partiellement dépollués et notamment l'éventuelle présence de batteries, l'exploitant indique que ses fournisseurs ne sont autorisés qu'à transmettre uniquement des VHU dépollués donc dépourvus de batteries. Ainsi, sur site, seulement une vérification sommaire est réalisée visant à vérifier la présence ou non de réservoirs. Les batteries visibles sont retirées.</p> <p>Les procédures d'identification et de contrôle, que ce soit en amont de la réception des VHU, ou à l'entrée de ces derniers, doivent être approfondies, et plus particulièrement le contrôle de la présence ou non de batteries. Par ailleurs, en cas de présence de batteries, ces dernières doivent être retirées et stockées dans les conditions réglementaires précitées. Ainsi, des zones d'entreposage spécifiques aux types de batteries rencontrées doivent également être mises en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 4 mois de formaliser et mettre en place des zones d'entreposage spécifiques isolées et respectant les différentes conditions réglementaires pour les éventuels stockages de batteries issues des VHU réceptionnés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 3 : Dépollution, démontage et découpage.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Opération de dépollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;</li> <li>- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;</li> <li>- le verre est retiré ;</li> <li>- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;</li> <li>- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;</li> <li>- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants,</li> </ul>

sont retirés ;

- les pneumatiques sont démontés ;
- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure ;
- les pots catalytiques sont retirés ;
- « - les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la source d'énergie principale du véhicule. »

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.

### **Constats :**

Les VHU sont réceptionnés en paquet, compactés ou partiellement compactés. La seule opération réalisée pouvant être assimilée à une dépollution est le retrait des réservoirs. L'opérateur identifie les VHU non compactés, vérifie si un réservoir est présent ou non, et le cas échéant, extrait ce dernier avec la pelle mécanique.

L'Inspection constate que du verre est parfois présent sur certains VHU réceptionnés et n'est donc pas retiré avant broyage. Elle constate également lors d'une opération de compactage par la pelle mécanique que du liquide était présent au sein du VHU, sans pouvoir formellement identifié la nature du fluide.

Les procédures mises en place permettant de vérifier si l'ensemble des opérations de dépollution ont été réalisées en amont de l'arrivée sur le site sont insuffisantes.

Aucun contrôle n'est réalisé sur site, avant alimentation du broyeur, mis à part une vérification visuelle sommaire, et le cas échéant, un retrait des réservoirs.

Ces vérifications partielles impliquent :

- Un risque accidentel accru concernant le broyage éventuel d'éléments potentiellement dangereux : gaz, moteurs, airbag, réservoirs, résidus de liquides inflammables. Pour preuve, l'inspection a assisté le matin même de l'inspection, à une explosion au sein du broyeur, selon toute vraisemblance liée au broyage du réservoir d'un deux roues contenant un résidu de carburant,
- un risque environnemental lié au broyage d'éventuels fluides et rejet / pollution qui en résulte (fluides frigorigènes, divers fluides, etc.).

De plus, l'Inspection constate qu'aucun VHU n'a été refusé à réception car considéré comme non ou mal dépollué. L'exploitant ne disposant pas de station de dépollution sur site, la dépollution de ces VHU n'est donc pas réalisée avant broyage.

L'exploitant indique avoir rappelé à ses fournisseurs les modalités de réception spécifiques à son site à savoir l'obligation de transmettre des VHU dépollués. Pour preuve, il transmet à l'inspection

un courrier daté du 31/03/2025 indiquant les éléments suivants :

*"[...]Nous avons donc décidé de renforcer nos modalités de réception par l'application de mesures nous permettant d'identifier la provenance de ces indésirables. Chaque livraison sera systématiquement identifiée et suivie, ce qui nous permettra via notre dispositif de vidéosurveillance et nos caméras process de déterminer la provenance de la marchandise incriminée. Des pénalités financières seront appliquées pour toute marchandise non conforme".*

En conséquence, le renforcement des modalités d'acceptation et de réception, la surveillance accrue des livraisons par divers moyens et la mise en place de pénalités financières, voir de refus de traitement, sont nécessaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois de prendre les dispositions organisationnelles suffisantes afin de :

- s'assurer que l'ensemble des VHU réceptionnés sont entièrement dépollués en amont,
- mettre en place des contrôles supplémentaires à réception et avant broyage, dans le but de s'assurer que les VHU réceptionnés sont correctement dépollués et, si nécessaire, identifier et isoler les indésirables,

L'exploitant doit par ailleurs clairement définir sa stratégie de gestion des VHU identifiés comme "non dépollués" : soit, à réception, ils sont refusés, soit des moyens techniques permettant de dépolluer ces VHU sur site sont mis en oeuvre

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/07/2000, article 8.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Véhicules Hors d'Usage

**Prescription contrôlée :**

Tous les Véhicules Hors d'Usage reçus sur le site auront été préalablement dépollués

**Constats :**

L'Inspection indique à l'exploitant que, en cas de maintien de cette prescription au sein de son futur arrêté préfectoral, des précisions et procédures seront ajoutées afin de garantir le respect de cette dernière.

En cas de demande de modification de cette prescription, l'exploitant devra :

- par la mise en place des demandes précitées, s'assurer de la dépollution des VHU réceptionnés avant broyage,
- garantir que les VHU identifiés comme "non dépollués" à réception sont refusés et / ou mettre en place les moyens techniques permettant de dépolluer ces VHU sur site.



N° 5 : Gestion déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV

Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

« En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. »

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

**Constats :**

L'Inspection constate que les aires de réception et d'entreposage des déchets ne sont pas clairement repérées. L'exploitant indique que, suite à la finalisation des travaux concernant les alvéoles de stockage, des panneaux indicatifs ont été réalisés et seront apposés prochainement.

L'Inspection demande à l'exploitant d'être vigilant quant à la hauteur de stockage réglementaire, limitée à 6 mètres de hauteur maximale.

Concernant les DEEE, l'inspection constate que leur stockage est réalisé dans des conditions ne permettant pas de garantir l'absence de risques liés à l'incendie.

Les quantités et volumes stockés sont trop importants en comparaison des espaces de stockage dédiés. Ainsi, l'entreposage ne peut être réalisé au sein des alvéoles prévues à cet effet. De plus, ces stockages débordant des alvéoles empiètent sur la ligne de traitement pouvant entraîner un incendie de cette dernière et des effets dominos avec les différents stocks alentours.

L'Inspection constate également que le stockage des pare chocs et des réservoirs est réalisé dans les mêmes conditions.

Par mail du 11/07/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection son registre des déchets entrants et sortants daté du jour de l'inspection. Ce document indique que, le 08/07/2025, l'exploitant a réceptionné 75,81 tonnes de DEEE et qu'aucune évacuation de cette typologie de déchets n'a été réalisé ce même jour. En effet, ces derniers sont traités par campagne spécifique, qui n'a pas été réalisée le jour de l'inspection. Ainsi, sans la réalisation d'une campagne de traitement, les déchets de type DEEE continueraient de s'accumuler.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de réaliser les affichages présentées concernant les différentes aires de stockage,</li> <li>- de diminuer les volumes de DEEE, pare-chocs et réservoirs stockés sur site afin de garantir les conditions de sécurité notamment en terme de gestion du risque incendie,</li> <li>- de stocker les DEEE, et plus globalement l'ensemble des déchets, exclusivement au sein des alvéoles identifiées, sans débordement,</li> <li>- de transmettre les éléments garantissant de la mise en place de ces actions.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Gestion des déchets réceptionnés : DEEE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-v et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets d'équipements électriques et électroniques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>V. Opérations de tri des déchets</u></p> <p>[...] Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié.</p> <p><u>VI Déchets d'équipements électriques et électroniques (rubrique 2711)</u></p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant montre à l'Inspection le local dédié au stockage des indésirables classables sous les rubriques DEEE (Petits Appareils Ménagers, GEM-F, condensateurs et radiateurs à bains d'huile. Les condensateurs sont stockés dans des bidons sur rétention. Les radiateurs à bains d'huiles sont stockés dans des caisses sur rétention.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que les DEEE réceptionnés ne sont pas censés contenir de batteries au lithium (GEM-HF).</p> <p>Dans le cas où l'exploitant identifie la présence de DEEE susceptible de contenir une batterie au lithium, ces derniers sont isolés à identification et les batteries sont extraites et stockées à part.</p> <p>Par mail du 11/07/2025, l'exploitant a également transmis à l'Inspection un document démontrant de l'organisation de réunion de rappel des consignes de tri et de traitement des Gros Electro-Ménagers Hors Froid (GEM-HF). Les diverses procédures de dépollution, tri et isolement des indésirables, de destruction et des scénarios d'urgence y sont rappelées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Fluides frigorigènes (2711)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fluides frigorigènes rubrique n° 2711
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation.  Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne réalise aucune opération de traitement des fluides frigorigènes. En cas d'identification de déchets susceptibles de contenir des fluides frigorigènes, ces derniers sont stockés puis évacués dans des filières appropriés pour traitement. L'Inspection rappelle à l'exploitant l'importance des procédures de contrôle amont à la réception et des contrôles à réception, notamment le contrôle visuel permettant de s'assurer de l'absence de DEEE susceptibles de contenir des fluides frigorigènes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite